

# L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

ATTENTES NON DÉÇUES  
Apple montre  
sa iWatch PAGE 24



ram-ai.com



## L'activisme surperformant



**MELCHIOR DE MURALI.** Pury Pictet Turretini ne se contente pas d'investir dans des activités dites «responsables». Des recommandations sont faites pour qu'elles le soient encore davantage.

Melchior de Murali, associé de Pury Pictet Turretini à Genève, présentait hier le bilan de son impact investing. Surperformer en investissant dans des entreprises qui respectent les droits humains, l'environnement ou luttent contre la corruption. C'est l'objectif de la stratégie d'activisme responsable pratiquée depuis sept ans par la société de gestion genevoise De Pury Pictet Turretini (PTT). Mais pas d'exclusion ou d'approche best in class. Les gérants veulent au contraire influencer la gouvernance des sociétés - rentables - dans lesquelles ils investissent en Europe, en Suisse et dans les marchés émergents. Comment? En formulant des conseils simples et facilement applicables permettant à ces entreprises de progresser dans le respect des dix principes du Global Compact des Nations Unies, puis en effectuant un suivi de leur attitude (qui va du simple accusé de réception à la mise en place de mesures concrètes). PTT collabore avec la fondation lausannoise Guilé, qui a conclu un accord avec l'ONU pour la promotion de ces dix principes, source de légitimité que ne lui apporteraient pas les 250 millions d'actifs gérés selon cette approche. Ses adeptes sont convaincus que l'impact investing marquera la fin du manichéisme financier, qui sépare les «bonnes» et les «mauvaises» entreprises. **PAGE 3**

# SUISSE

## L'activisme actionnarial qui vise la surperformance

IMPACT INVESTING. Bilan de deux ans d'application de cette stratégie de gestion pour l'institutionnel.

SÉBASTIEN RUCHE

C'est depuis Genève que monte en puissance le 3<sup>e</sup> niveau de l'investissement responsable: l'engagement actionnarial. Plutôt que de boycotter ou d'exclure les entreprises ne respectant pas l'environnement ou les droits de l'homme, la société de gestion genevoise De Pury Pictet Turrettini préfère exercer ses droits de vote et influencer de l'intérieur, en apportant des conseils en matière d'ESG. Avec l'objectif premier de surperformer et de monitorer les changements mis en place dans la gouvernance des sociétés.

Se comporter en véritable propriétaire, et pas en simple investisseur. L'«impact investing» consiste à influencer une entreprise de l'intérieur, afin de l'aider à améliorer ses pratiques en matière d'environnement, de social et de gouvernance (ESG).

Influencer, mais comment? En exerçant ses droits de vote, pour commencer. Ce qui ne signifie pas dire non à tout, loin de là: «pour nos fonds européens et marchés émergents, nos gérants ont respectivement voté dans 16% et 11% des cas à l'encontre des propositions des conseils d'administration», détaille Melchior de Muralt, associé chez De Pury Pictet Turrettini (PPT), qui publiait hier ses rapports d'activité 2013-2014 sur l'intégration financière des en-

jeux ESG dans la gestion de ses fonds Guilé. Avec 250 millions d'actifs sous gestion au total, ces trois fonds (actions européennes, suisses et marchés émergents) n'auraient aucune influence sur la gouvernance des entreprises en portefeuille s'ils les boycottaient.

Cette question de taille explique aussi que les gérants des fonds Guilé soient également minoritaires lors des votes. «Pas un problème, répond Melchior de Muralt. Chaque voix compte et l'autre partie importante du processus consiste à évaluer la façon dont les entreprises reçoivent nos conseils et, éventuellement, en tiennent compte dans leurs activités». L'activisme pratiqué par PPT consiste essentiellement à vérifier l'application des dix principes du Global Compact de l'ONU (droits de l'homme, droit du travail, environnement, corruption) par la centaine d'entreprises qui constituent l'univers d'investissement. Surtout, ce travail d'analyse et de suivi est assuré par la fondation Guilé – l'advisor des fonds –, qui a conclu un protocole d'accord avec les Nations Unies en 2006 pour la promotion de ces dix principes. «Arriver avec la légitimité de Guilé nous confère un poids sans comparaison avec celui d'un fonds lambda, même éthique», relève Dominique Habbegger, responsable de la gestion institutionnelle chez PPT. L'approche de gestion dite «Buy &

Care» implique des échanges sur le long terme entre le fonds et les entreprises de l'univers d'investissement, dont moins de la moitié ont signé la charte du Global Compact. Les experts de la fondation (une quinzaine au total, analystes et consultants notamment) formulent des recommandations et monitorent la réaction des entreprises, du simple accusé de réception à la mise en place d'améliorations concrètes et mesurables sur au moins un point soulevé. «Les multinationales sont réceptives aux sollicitations externes si elles proviennent de très gros investisseurs, s'il y a urgence (ONG, pression de l'actualité) ou si l'interlocuteur bénéficie d'une vraie légitimité, car il apporte une valeur ajoutée en tant qu'expert CSR», observe Doris Rochat-Monnier, managing director de la fondation. Ce processus n'aboutit cependant pas à des investissements limités à des sociétés extrêmement propres, mais aussi dans

des titres à la réputation pas exactement limpide (Arcelor Mittal, BP). L'élément principal de l'approche «Buy & care» reste l'évolution des pratiques des entreprises ciblées, leur progression dans le respect des principes de l'ONU, assurent les spécialistes interrogés hier, convaincus que l'impact investing marquera la fin du manichéisme financier qui sépare les «bonnes» sociétés des «mauvaises» ou des «sales». «L'impact social d'une entreprise doit être intégré dans la valorisation financière, et la place financière de Genève peut jouer un rôle de catalyseur ou de pionnier pour cette nouvelle approche intégrée de l'investissement», conclut Melchior de Muralt. ■

LES MULTINATIONALES  
SONT RÉCEPTIVES  
AUX SOLLICITATIONS  
EXTERNES.

### Performance malgré les coûts

Le travail supplémentaire d'analyse et de suivi du comportement ESG des entreprises a bien sûr un coût, qui est financé par la commission de gestion (fixée à 80 points de base, ce qui est un peu supérieur à la moyenne dans la gestion institutionnelle). Le fonds européen Guilé affiche un TER

de 1,19 et a surperformé son indice de 10,7% depuis son lancement en 2006, avec une rotation des titres inférieure à 20%. Le fonds émergents affiche un retard face à son benchmark depuis son lancement en mars 2009, après avoir gagné 100% sur ses neuf premiers mois. (SR)